

LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE Brésil

Une publication du SER de Brasília
N° 88 – Semaines du 2 juin au 25 juillet 2025

Sommaire

Focus | Secteur électrique : Lula engage une **réforme structurelle** entre **ouverture du marché, redistribution sociale** et **fin des rentes**

Amazonie & Biomes

- La déforestation en Amazonie croît de **8,4%** en 10 mois, sous l'effet des **incendies** du 3^{ème} trimestre 2024

Energie

- Brésil–Chine–Inde : la **diplomatie énergétique** en vitrine au **sommet des BRICS**
- Transition énergétique : le Brésil face au risque de **dépendance technologique**

Environnement & Climat

- La **visite d'Etat du Président Lula** en France aboutit à plusieurs nouvelles **coopérations franco-brésiliennes** en matière de transition écologique
- La Chambre des députés approuve une **réforme fortement contestée** visant à **faciliter l'obtention de permis environnementaux**
- La BNDES annonce son **1^{er} programme de financement** dédié à **l'économie bleue**

Infrastructures & Transports

- Le **Brésil et la Chine** signent un MoU pour le développement du **corridor ferroviaire « biocéanique »**
- Le gouvernement brésilien poursuit la **hausse des droits de douane** sur les **véhicules électriques et hybrides importés**

Suivi des alertes de déforestation

FOCUS

Secteur électrique : Lula engage une réforme structurelle entre ouverture du marché, redistribution sociale et fin des rentes

Le 21 mai 2025, le président Lula a signé la **Mesure Provisoire (MP) 1300/2025**, acte fondateur d'une réforme d'ampleur du secteur électrique brésilien. Le texte vise à libéraliser le marché, renforcer la justice tarifaire et rééquilibrer la distribution des charges. Entrée en vigueur immédiatement en tant que Mesure Provisoire (MP), la réforme devra toutefois être approuvée par le Congrès dans un délai de 120 jours pour conserver sa validité. Elle a déjà suscité plus de **600 amendements**, preuve de son caractère politiquement sensible.

Une réforme qui acte l'ouverture intégrale du marché libre de l'électricité

Dès **août 2026**, les consommateurs industriels et commerciaux connectés en basse tension pourront choisir leur fournisseur. Cette liberté sera étendue à **l'ensemble des clients résidentiels et ruraux en décembre 2027**. Un **fournisseur de dernier recours** garantira la continuité d'approvisionnement en cas de défaillance d'un opérateur. L'exécutif table sur une baisse des tarifs allant **jusqu'à -35 %** pour certains profils, une amélioration de l'efficacité du système, et une montée en puissance des certificats d'énergie renouvelable.

Le second pilier de la réforme est la **nouvelle Tarifa Social**, qualifiée de **choc redistributif**. L'électricité devient gratuite pour les familles consommant jusqu'à **80 kWh/mois**, sous condition de ressources (revenu par tête inférieur à un demi-salaire minimum), soit **près de 16 M de bénéficiaires**. En parallèle, **55 M de consommateurs à bas revenu** seront exonérés du Compte de Développement Énergétique¹. Au total, **115 M de Brésiliens** verront leur facture allégée, pour un coût estimé à **3,6 Md BRL/an (560 M€)**, financé par une redistribution entre usagers.

Une rationalisation des subventions

La réforme met fin aux exonérations de TUST/TUSD pour les nouveaux projets de renouvelables à partir de **2026**, encadre l'autoproduction, et supprime certains rabais sur la **génération distribuée (GD)**, dont les subventions ont atteint **11,5 Md BRL (1,8 Md€) en 2024**, bénéficiant majoritairement aux ménages les plus aisés. La charge liée à Angra 1 et 2 (centrales nucléaires) sera répartie équitablement entre les marchés libre et régulé. L'objectif est de contenir l'explosion des coûts sectoriels, en hausse de **+257 % depuis 2010**.

Malgré son ambition, la réforme suscite **de vives critiques**. Le texte est menacé par plusieurs amendements qui introduiraient dépenses annexes et distorsions tarifaires. **L'incertitude pèse sur la rentabilité des projets en renouvelables**, du fait de la suppression des exonérations. Les industriels alertent sur une possible perte de compétitivité : selon **l'Abraço (association des grands consommateurs d'énergie)**, **les coûts pour certains grands consommateurs pourraient augmenter de 20 % d'ici 2038**. D'autres craignent une ouverture trop rapide sans régulation suffisante et dénoncent l'absence de garde-fous contre l'entrée d'acteurs peu fiables.

La réforme compte enfin une **dimension industrielle** : un processus d'enchères **dédié au développement des batteries** est prévu fin 2025, avec des investissements estimés à **22,5 Md BRL (3,5 Md€) d'ici 2030**, et une capacité installée de **10 GW d'ici 2040**. Ce volet vise à renforcer la flexibilité du système tout en structurant une nouvelle filière technologique.

Entre promesse de justice sociale, ambitions industrielles et tensions politiques, l'issue de la MP 1300/2025 au Congrès sera décisive pour l'avenir du modèle électrique brésilien. (Articles [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

¹ Le compte de développement énergétique est un fonds du secteur de l'électricité qui finance l'universalisation du service d'électricité, le développement énergétique, et la compétitivité des énergies renouvelables, entre autres. Il est alimenté par des ressources publiques et privées, principalement issues des tarifs payés par les consommateurs.

Amazonie & Biomes

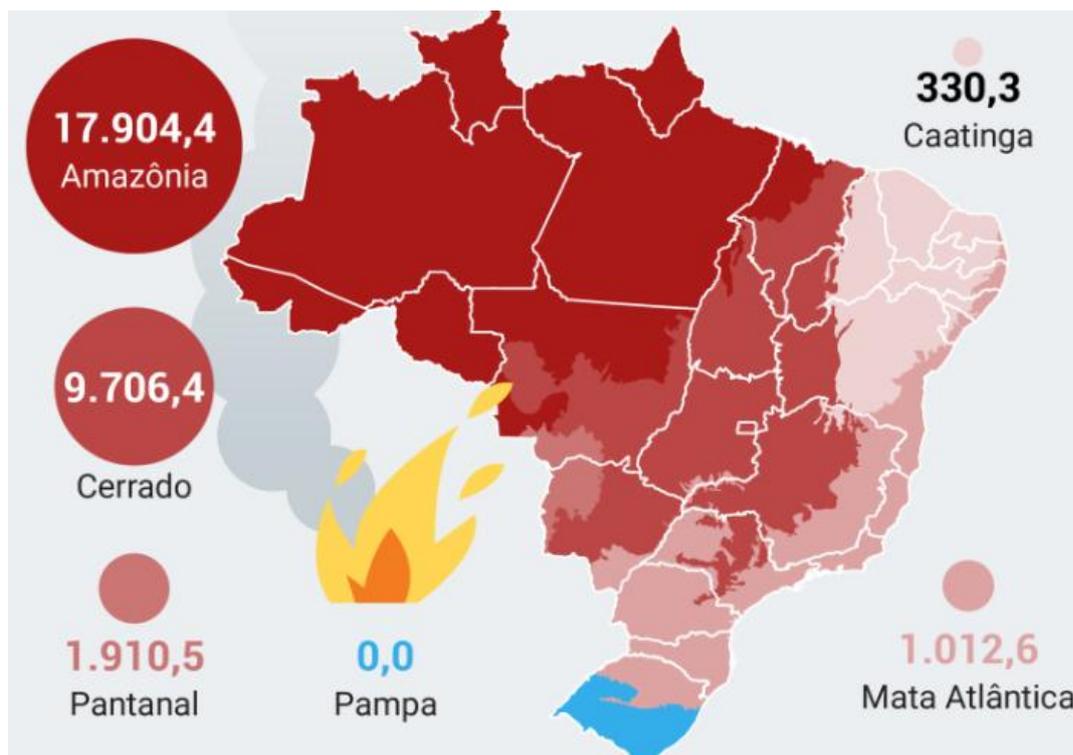
La déforestation en Amazonie croît de 8,4% en 10 mois, sous l'effet des incendies du 3^{ème} trimestre 2024

Selon les données du système Deter de l'Institut national de recherches spatiales (INPE), la surface sous alerte de déforestation en Amazonie aurait augmenté de **8,4 %** entre août 2024 et juin 2025, atteignant **3 959 km²**, contre **3 652 km²** sur la même période en 2024 - 2023. Cette hausse s'explique principalement par une saison atypique d'incendies (août à octobre 2024), ayant entraîné une augmentation de **246 %** des zones affectées par le feu. Parallèlement, le déboisement lié aux coupes rases aurait chuté de **3,3 %**, et celui lié à l'extraction minière de **53 %**. Pour faire face à ce défi, le gouvernement fédéral a déployé plusieurs mesures, dont :

- La mise en œuvre de la **Politique nationale de gestion intégrée du feu** (Loi 14.944/24);
- L'allocation de fonds supplémentaires pour la lutte contre les incendies pour environ 2,2 Md BRL (**340 M EUR**), dont :
 - (i) **850 M BRL** (env. **131 M EUR**) du Fonds Amazonie pour la surveillance environnementale ;
 - (ii) **785 M BRL** (**121 M EUR**) pour le programme *União com Municípios* (81 communes)
 - (iii) **405 M BRL** (**62,5 M EUR**) aux pompiers de neuf États amazoniens ;
 - (iv) **150 M BRL** (**23M EUR**) pour la prévention des incendies dans le Cerrado et le Pantanal ;
- L'achat de **7 hélicoptères** pour l'IBAMA, soit une hausse de 75 % de sa flotte

Après un 3^{ème} trimestre 2024 exceptionnel, le 1^{er} trimestre (T1) 2025 marque une importante décreue du nombre d'incendies par rapport à la même période l'année précédente. La surface brûlée au Brésil a ainsi diminué de **65,8 %**, et les foyers de chaleur de **46,4 %** au T1 2025 par rapport à la même période en 2024. (Article [ici](#)).

Annexe : Répartition des surfaces brûlées par biome (en millier d'hectares)²



² Source : Poder360 sur la base des données MapBiomias

Energie

Brésil–Chine–Inde : la diplomatie énergétique en vitrine au sommet des BRICS

Sous **présidence brésilienne**, le Forum des **BRICS**, organisé à Rio début juillet 2025, a servi de tremplin à plusieurs avancées stratégiques en matière de coopération énergétique. En marge du Sommet, deux événements économiques ont illustré la montée en puissance du partenariat avec l'Inde. Organisé par la **Chambre de commerce Inde-Brésil** et le **gouvernement de l'État de Rio**, le forum « Brazil Meets India » a mis en lumière le potentiel d'affaires bilatéral, tandis que le forum ApexBrasil a consacré un panel entier à la transition énergétique, réunissant Raízen, Petrobras, Toyota, Praj Industries et Novelis. En parallèle, **Petrobras** a confirmé son intérêt pour la **plus grande enchère pétrolière jamais lancée par l'Inde** – 25 blocs sur 13 bassins – dans le cadre de la politique OALP³, et a rappelé ses **récents protocoles signés avec ONGC et Oil India**⁴, ainsi qu'un contrat d'exportation de 6 M de barils/an avec la **BPCL**⁵.

Du côté chinois, l'événement phare a été la conférence organisée par la BNDES, en présence de son président Aloizio Mercadante, de Dilma Rousseff - présidente du New Development Bank et ancienne présidente du Brésil -, ainsi que de l'ambassadeur de Chine au Brésil. Deux accords majeurs ont été officialisés : le 5 juillet, le ministre brésilien des Mines et de l'Énergie a signé avec l'entreprise publique chinoise du nucléaire **CGN Energy** une lettre d'intention portant sur la **coopération nucléaire civile**, la R&D en énergie durable, le stockage, la numérisation et la valorisation de la chaîne minérale ; et le 6 juillet, un mémorandum a été conclu pour lancer les études du **corridor ferroviaire transcontinental Brésil-Pérou**, long de 4 500 km, visant à relier les ports atlantiques aux marchés asiatiques via le Pacifique.

Au-delà des annonces, la **dynamique trilatérale Brésil–Chine–Inde** met en lumière une volonté partagée de peser dans les forums internationaux (G20, COP30) et de promouvoir des modèles de transition énergétique adaptés aux pays du Sud. Mais elle pose aussi la question du positionnement technologique du Brésil dans ces partenariats. (Article [ici](#))

Transition énergétique : le Brésil face au risque de dépendance technologique

Doté d'un mix énergétique parmi les plus décarbonés au monde pour près de moitié issu de sources renouvelables, le Brésil reste toutefois fortement dépendant des technologies étrangères pour sa transition énergétique. Malgré sa position de 6^e producteur mondial d'énergie éolienne onshore, il ne représente que **0,4% des dépôts internationaux de brevets dans ce domaine entre 2000 et 2024**, contre **81% pour les dix premiers pays**, dominés par la Chine et plusieurs économies à hauts revenus. La situation est encore plus marquée dans le solaire : **cinq pays concentrent 77% des brevets mondiaux**, contre **0,2% pour le Brésil**, score équivalent à celui de l'Afrique du Sud.

Ce déficit d'innovation menacerait la souveraineté technologique du pays et serait susceptible d'accroître les déséquilibres macro-économiques. **En effet, à l'heure actuelle, plus de 45 % de chaque dollar investi dans la production verte au Brésil reviendrait in fine à l'étranger**, sous forme d'importations de biens d'équipement et de transferts de valeur.

³ L'OALP (Open Acreage Licensing Policy) est un programme lancé par le gouvernement indien en 2017, visant à offrir une plus grande flexibilité aux opérateurs pour choisir les zones d'exploration, en dehors des cycles fixes d'appel d'offres.

⁴ Signés en février 2025, les protocoles avec ONGC et Oil India portent sur la coopération en exploration, production, biocarburants, décarbonation et énergies renouvelables, avec un accent sur les opportunités offshore en Inde.

⁵ Bharat Petroleum Corporation Limited

Depuis les années 2000, la Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES) a tenté de structurer une filière locale dans l'éolien, en finançant tous les parcs du pays sous condition de contenu local. Mais **plus de 90% du marché** reste dominé par des entreprises étrangères sans réelle activité de R&D au Brésil. La seule exception notable est **WEG**, entreprise de Santa Catarina, qui produit des aérogénérateurs⁶ avec une technologie nationale.

Depuis 2023, le gouvernement Lula a amorcé une relance des investissements en R&D, en repositionnant **Petrobras** comme acteur clé de la transition énergétique. L'entreprise publique a noué un **partenariat avec WEG** pour produire localement des générateurs éoliens de grande capacité.

Mais le principal frein à cette dynamique reste **l'absence historique de politique de transfert de technologie**. Contrairement à la **Chine ou l'Inde**, qui exigent jusqu'à **90% de contenu local sur certains produits et technologies**, le Brésil n'a pas, à date, de stratégie cohérente en la matière. En effet, si la BNDES pratique une politique de contenu local pour l'accès à certaines lignes de crédit (dans l'industrie, l'énergie et l'infrastructure principalement), elle a été assouplie ces dernières années afin de ne pas freiner les investissements étrangers ou l'accès à des technologies non disponibles localement. Par ailleurs, entre 2014 et 2022, **les budgets publics de R&D ont chuté continuellement**, affaiblis par des coupes budgétaires et la paralysie du **Fonds national de développement scientifique**.

La relance des investissements en R&D entamée en 2023 ouvre ainsi une fenêtre d'opportunité pour le Brésil, mais avec le risque de rester un importateur structurel de technologies vertes et de compromettre son ambition de pays leader de la transition énergétique mondiale. (Article [ici](#))

Environnement & Climat

La visite d'Etat du Président Lula en France a donné lieu à plusieurs nouvelles coopérations franco-brésiliennes en matière de transition écologique

A l'occasion de la visite d'Etat du Président Lula en France début juin, plusieurs partenariats d'envergure en matière de transition écologique ont été conclus entre la France et le Brésil.

- (i) **Déclaration d'intention sur l'hydrogène renouvelable et à faibles émissions**, avancée majeure dans la structuration du partenariat énergétique franco-brésilien. Initialement prévue début 2024, sa signature avait été reportée en l'absence d'un cadre réglementaire national. Celui-ci est désormais en place depuis la promulgation en août 2024 de la Loi n°14948/2024, établissant un cadre juridique pour l'hydrogène à faibles émissions.
Ce texte non contraignant définit trois axes de coopération : (i) **le cadre réglementaire**, (ii) la **certification de l'hydrogène à faibles émissions**, (iii) **les partenariats industriels et technologiques**.
- (ii) **Déclaration d'Intention pour la mise en place d'un Corridor Maritime Vert** entre la France et le Brésil, signé par le Ministre français des Transports, Philippe Tabarot, et le Ministre brésilien des Ports et Aéroports, Silvio Costa Filho. Cet accord vise à **promouvoir la décarbonation du transport maritime entre les deux pays**, et à adopter des technologies et pratiques innovantes en ce sens, en partenariat avec les ports, armateurs et acteurs maritimes brésiliens et français.
- (iii) **Accord de financement de 120 M EUR** entre l'Agence Française de Développement (AFD) et la Banque Régionale de Développement de l'Extrême

⁶ Un aérogénérateur est le nom technique d'une éolienne productrice d'électricité. Il est composé de trois éléments principaux : les pales, le rotor (qui tourne avec le vent), et la génératrice (qui transforme l'énergie mécanique en électricité).

Sud (BRDE) pour de nouveaux investissements à impact environnemental et climatique. Cette nouvelle opération, 4^{ème} et plus important contrat conclu entre les deux institutions, financera des initiatives **d'agriculture durable**, de production **d'énergies propres et renouvelables**, de **gestion de l'eau**, de **gestion des déchets et de recyclage**, et de **villes durables**. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Le Congrès approuve une réforme contestée visant à simplifier et accélérer l'obtention de permis environnementaux

Le Congrès brésilien a approuvé, le 17 juillet 2025, **une réforme majeure des procédures d'octroi des permis environnementaux, qui vise à les simplifier pour accélérer l'exécution de projets.**

Approuvé par 267 voix contre 116 lors de sa 2^e lecture à la Chambre des députés, le projet de loi (PL 2159/2021), a été qualifié de « Projet de loi de la Dévastation » par les organisations environnementales, qui dénoncent un recul historique en matière de protection environnementale sur plusieurs de ses dispositions :

- (i) Le PL facilite considérablement les recours à la **Licence par Adhésion et Engagement (LAC)**, procédure « de bonne foi » initialement prévue pour de petits projets à faible impact environnemental et désormais étendue à des **projets de moyenne ampleur**, avec comme seule exigence une déclaration d'engagement, sans étude d'impact ni analyse préalable par l'autorité environnementale.
- (ii) Une nouvelle licence, **la Licence Environnementale Spéciale (LAE)** facilite l'approbation de **projets dits "stratégiques"** pour l'État fédéral, **même en cas de risque environnemental significatif.**
- (iii) **L'obligation de consultation des peuples autochtones** est désormais limitée aux seules terres homologuées, et ignore les nombreuses zones en cours de reconnaissance. **Le rôle de la FUNAI (Fondation Nationale des Peuples Indigènes)** et d'autres organismes techniques est supprimé, leur **avis n'étant plus que consultatif.** Cette modification permettrait ainsi d'approuver des projets réalisés sur les territoires indigènes sans tenir compte de l'avis de la FUNAI.
- (iv) Lorsque le projet impactera **une aire protégée ou sa zone tampon**, l'autorisation de l'organisme en charge (au niveau fédéral, l'ICMBio) ne sera plus nécessaire pour obtenir le permis environnemental.

Malgré une consigne de vote « contre » issue du gouvernement, du PT (parti des travailleurs), et du PSOL (parti socialiste), le texte a bénéficié du large soutien de la **« bancada ruralista »**, front parlementaire qui réunit des membres du centre et de la droite qui agissent en faveur des intérêts de l'agro-négoce. Le texte doit désormais être sanctionné ou rejeté par Lula d'ici le début du mois d'août.

Il est par ailleurs probable que le texte fasse l'objet d'un recours auprès du Tribunal Suprême Fédéral (STF) s'il venait à être promulgué en l'état. Le PL entrerait en effet en contradiction avec plusieurs décisions du STF, notamment concernant les licences par adhésion et engagement (LAC), pour lesquelles ce dernier a rappelé à deux reprises en 2020 que **ce mécanisme ne peut concerner que des activités à faible impact environnemental.** (Articles [ici](#) et [ici](#))

La BNDES annonce son 1^{er} programme de financement pour l'économie bleue, doté d'environ 56 M€ de subventions

La Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES) a annoncé, en juin 2025, **un ensemble de mesures visant à stimuler l'économie liée aux océans - ou « économie bleue »** - à hauteur de **350 M BRL (56 M EUR)** en ressources non remboursables. Ce soutien financier porte sur des initiatives de préservation, de cartographie et de développement durable du littoral brésilien avec la perspective de mieux tirer parti du potentiel économique « bleu » du pays.

Parmi les actions phares figure **un appel à projets de 80 M BRL (13 M EUR) pour la protection des îles océaniques brésiliennes**, dont 40 M BRL (6,5 M EUR) proviennent du Fonds socio-environnemental du BNDES. Ce programme vise à **restaurer les habitats de reproduction d'oiseaux marins menacés ou migrateurs** sur neuf ensembles d'îles gérés par l'ICMbio, organisme public de protection de la biodiversité : São Pedro, São Paulo, Noronha, Atol das Rocas, Abrolhos, Cagaras, Alcatrazes, Tupiniquins, Ilhas dos Currais, Arvoredo et Trindade. L'appel est ouvert aux organisations à but non lucratif, pour des projets à partir de 5 M BRL (env. 900 000 EUR). Le programme "**BNDES Corais**", **dédié à la récupération des récifs coralliens**, voit également son budget porté à **176 M BRL (32 M EUR)**, dont 88 M BRL (16 M EUR) issus du Fonds socio-environnemental de la Banque.

Le BNDES a également annoncé la sélection de deux consortiums pour réaliser la **Planification Spatiale Maritime (PEM) des façades maritimes Nord et Sud-Est du pays**. La BNDES appuie la Commission interministérielle des ressources de la mer en structurant un appel d'offres pour une **cartographie des usages actuels et potentiels de l'environnement marin dans ces régions, dont une analyse des déficits d'investissement par secteur**. Le PEM Nord (Etats du Maranhão, Pará et Amapá) sera conduit par le consortium brésilien Fundação Getulio Vargas (FGV), Environpact Sustentabilidade et Codex Remote, avec un financement de **13,3 M BRL (2,4 M EUR)**. Le PEM Sudeste, pour les côtes des Etats de São Paulo, Rio de Janeiro et Espírito Santo — **zones qui concentreraient 82 % des activités d'économie bleue du pays** — sera réalisé par le consortium "Sudeste Azul" (FGV et Environpact), pour **12 M BRL (2 M EUR)**. (Article [ici](#)).

Infrastructures & Transport

Le Brésil et la Chine signent un MoU pour le développement d'un corridor ferroviaire « bio-océanique »

Le 7 juillet 2025, le gouvernement brésilien, via l'entreprise **Infra S.A.** liée au Ministère des Transports, et le **China Railway Economic and Planning Research Institute** (mandataire de China State Railway) ont signé un mémorandum d'entente pour lancer les études techniques, institutionnelles et environnementales pour un **corridor ferroviaire bio-océanique reliant le port de Ilhéus (Etat de Bahia), sur l'océan Atlantique, au port de Chancay, sur la côte pacifique du Pérou**. Le réseau de voie ferrée s'étendrait sur 4 500 km et desservirait des régions clés de l'agro-négoce brésilien, y compris la région dite du « Matopiba », à la frontière des Etats du Maranhão, de Tocantins, du Piauí et de Bahia.

Ce projet de corridor **s'intègre aux ouvrages ferroviaires** déjà en chantier — liaisons **Fico** (Centre-Ouest) et **Fiol** (Ouest-Est), cf. annexe — qui desservent un tronçon reliant Mara Rosa (Goiás) à Lucas do Rio Verde (Mato Grosso), où débiterait la liaison transocéanique en direction de l'Acre, du Rondônia et au-delà, vers les Andes.

D'une durée initiale de cinq ans renouvelables, les études porteront sur **l'intégration multimodale – ferroviaire, routière et fluviale** – ainsi que sur **l'évaluation du tracé, ses impacts environnementaux et la connexion aux infrastructures existantes au Pérou**. Ce projet permettrait de réduire de **10 à 12 jours les délais de transport** de marchandises entre les ports brésiliens et les marchés asiatiques, en comparaison avec le trajet actuel via le Canal de Panama. Il permettrait aussi de sécuriser le commerce entre les deux pays face aux incertitudes géopolitiques créées par les menaces du Président Trump sur une « reprise » du canal par les Etats-Unis. On estime les exportations du Brésil vers la Chine à environ **100 Md USD**, dont près de **60% de minerais et soja**.

D'après la Ministre de la Planification et du Budget Simone Tebet, la Chine serait le partenaire idéal pour ce projet dès lors qu'elle dispose de l'intérêt, de l'expertise et du capital nécessaire pour le mener. Ce partenariat avec la Chine s'inscrit dans **une logique plus large d'intégration sud-américaine** des réseaux logistiques brésiliens pour relier fronts Atlantique et Pacifique, à l'instar du projet de Corridor Bio-océanique routier, qui devrait traverser le Brésil, le Paraguay, l'Argentine et le Chili. (Articles [ici](#) et [ici](#)).



Le gouvernement brésilien poursuit la hausse des droits de douane sur les véhicules électriques et hybrides importés

Le 1er juillet 2025, le gouvernement fédéral brésilien a franchi une nouvelle étape de son **plan progressif de relèvement des droits d'importation pour les véhicules électriques et hybrides**, établi en novembre 2023 par le Comité exécutif de la politique commerciale (CAMEX) et validé par le Ministère du Développement, de l'Industrie et du Commerce (MDIC).

- Véhicules 100 % électriques (BEV): de **18 % à 25 %**
- Véhicules hybrides simples (HEV): de **25 % à 30 %**
- Véhicules hybrides rechargeables (PHEV): de **20 % à 28 %**

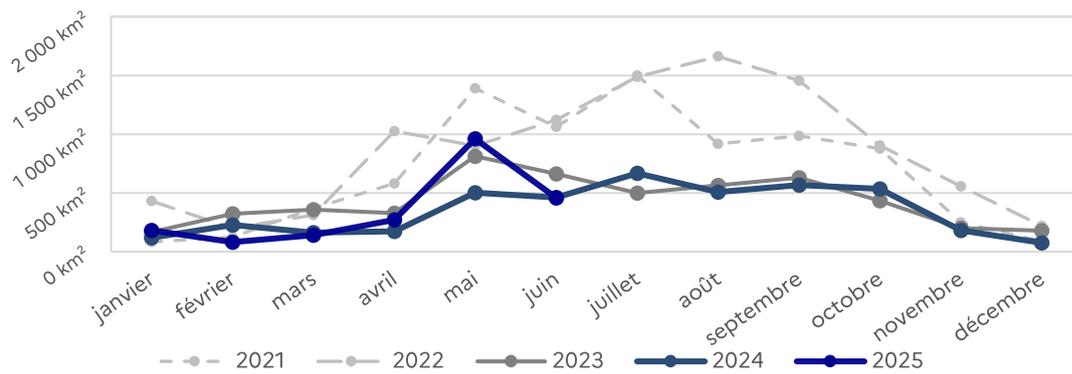
L'objectif est d'atteindre, à l'horizon **juillet 2026**, un taux douanier uniforme de **35 %** sur l'ensemble de ces véhicules d'importation. Ces mesures viennent répondre aux inquiétudes de l'Anfavea (Association Nationale de Fabricants de Véhicules Automobiles) qui déplore « un flux d'importations bien au-dessus d'un niveau sain ». En effet, avec 92 743 véhicules électriques et hybrides vendus sur la période Janvier à Mai 2025, ce type de véhicule représente près de 50% des voitures importées et de 10% du total vendu, dans un contexte d'augmentation des importations de voitures 19,3% par rapport à 2024.

En réponse à ces hausses tarifaires, **plusieurs groupes étrangers, notamment chinois, accélèrent leurs investissements locaux** : BYD à Camaçari (dans l'Etat de Bahia), GWM à Iracemápolis (à São Paulo), ou encore Geely en coopération avec Renault près de Curitiba (Paraná). Les véhicules électriques fabriqués sur le territoire bénéficient de **réductions ou exemptions d'impôts** avec l'introduction de l'Impôt vert sur la Production Industrielle (IPI). Ainsi, le programme *Voiture durable* prévoit **l'exemption totale d'IPI** pour les véhicules compacts et bon marché, sous réserve qu'ils soient **fabriqués sur le territoire national** et respectent certains critères de durabilité (efficacité énergétique, carburant, recyclabilité...). (Articles [ici](#) et [ici](#)).

Suivi des alertes de déforestation

Amazonie légale

Biomes de l'Amazônia (100%), du Pantanal (40%) et du Cerrado (37%)



2025

Période du 1^{er} janvier
au 11 juillet

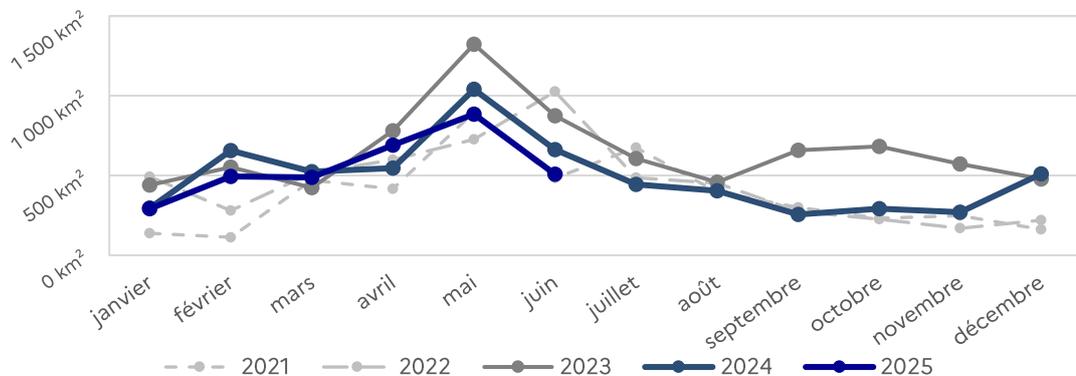
2 264 km²

+23% Par rapport à 2024

Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

Cerrado

Biome du Cerrado (100%)



2025

Période du 1^{er} janvier
au 11 juillet

3 533 km²

-8% Par rapport à 2024

Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Philippe GASSMANN, Chef du Service économique régional de Brasília
Rédaction : Ludovic DOYENNETTE, Nathalie LE PENNEC, Djamil DELEPINE, François-Xavier FLAMAND, Mélis BUSSON, Rafaël CEZAR.

Abonnez-vous : nathalie.lepennec@dgtresor.gouv.fr